



FEDERATION **N**ATIONALE DE L'**E**NSEIGNEMENT, DE LA **C**CULTURE
ET DE LA **F**ORMATION **P**ROFESSIONNELLE
FORCE OUVRIÈRE

9-11 rue des frères Magen, 47000 AGEN

Déclaration du SNUDIFO**47 au CSA-SD du 3 septembre 2026**

Monsieur le DASEN,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Après une fin d'année éprouvante, avec des températures caniculaires à supporter, chacun a repris la route de l'École. Une École qui devrait permettre à tous de travailler ou d'apprendre dans un cadre serein avec des moyens humains et matériels suffisants, au vu des besoins grandissant en matière d'Éducation nationale. Et pourtant ...

C'est une école dans laquelle notre gouvernement investit aussi peu que dans la transition écologique !

3 256 postes d'enseignants en moins à l'échelle du pays, dont 1 891 postes de moins dans le 1er degré. C'est 99 postes de moins pour l'académie de Bordeaux. Et dans les Lot-et-Garonne, ce sont **21 fermetures de classes**. C'est moins d'enseignants face aux élèves.

Des postes fermés pour en rendre 11,5 au ministère, des postes fermés pour mettre en place 6 Pôles d'appui à la scolarité, structures qui visent à économiser des AESH,

C'est pourtant dans la classe que les collègues ont peine à travailler convenablement.

C'est dans la classe que l'on a besoin d'enseignants et d'AESH !

C'est dans la classe que l'on a besoin de maîtres spécialisés, de psychologues scolaires.

Et quand cela est nécessaire, ce sont les IME qui ont besoin de moyens pour accueillir les enfants.

Cessez de nous parler de pôles de ressources et de mutualisation des moyens : il faut des postes, des gens formés et sous statut, des gens face aux élèves. STOP aux économies excessives sur le dos de l'École pour financer l'industrie de l'armement !

C'est aussi toujours moins pour nos salaires ; avec des mystifications sur un salaire moyen des enseignants claironné à 3000 euros net ! Qui autour de cette table, parmi le personnel enseignant, gagne 3000 euros net ? A la Fnec FP-FO, après 20 à 25 ans de carrière, personne ! Pourquoi aussi ne pas intégrer dans la parade salariale nos AESH, 2e corps en nombre représentant de l'Éducation Nationale, sommées

d'accepter sur le champ des avenants indignes pour conforter leurs salaires de misère. **La Fnec FP FO rappelle sa revendication d'un vrai statut avec le salaire qui leur est dû !**

L'expérience de la progression des méga-feux de cet été est un exemple marquant des conséquences des économies réalisées sur les services publics : il aura fallu l'intervention d'agriculteurs avec leurs tonnes à eau ou de bénévoles civils pour contenir les flammes.

Eh bien, l'Éducation nationale est dans le même état de déliquescence. Avec des enseignants, des AESH, des personnels administratifs à bout. Nous faudra-t-il des bénévoles pour nous accompagner dans le fonctionnement de l'École ?

Pour redonner à l'École, à chaque salarié de l'Éducation nationale, la force et les moyens d'agir pour une école gratuite, laïque, la même pour tous les élèves où qu'ils habitent, Le SNUDI-FO et sa fédération la FNEC FP-FO rappelle ses revendications :

- ✓ **de l'argent pour l'École, pas pour la guerre !**
- ✓ **l'abandon des suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires** d'enseignants, de psychologues, d'infirmières et de médecins scolaires ;
- ✓ **l'arrêt de la territorialisation de l'École publique**, l'abrogation de la loi Rilhac, de ses décrets d'application et du projet de circulaire sur la direction d'école ;
- ✓ **une augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice** et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 30 ans ;
- ✓ **l'abrogation du jour de carence** et le retour à une indemnisation à 100 % des jours d'arrêt maladie ;
- ✓ **un statut de fonctionnaire et un temps plein de 24 heures pour les AESH ;**
- ✓ **le retrait de l'Acte 2 de l'École inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL.**

Concernant les canicules qui se multiplient :

- ✓ **dans l'immédiat, l'octroi de tout le matériel permettant aux écoles de fonctionner en mettant les personnels et les élèves en sécurité**, y compris en passant par des mesures de réquisition de matériel, comme des climatiseurs, et la mise en place de toutes les mesures d'urgence permettant de protéger les personnels et les élèves ;
- ✓ **le respect des attributions d'autorisations spéciales d'absence** accordées aux personnels ayant des pathologies les rendant particulièrement vulnérables aux grosses chaleurs ;
- ✓ **un plan de rénovation de toutes les écoles** pour leur permettre de faire face à ces vagues de canicule qui se multiplient. Climatiser les 460.000 salles de classes du pays coûterait **920 millions d'euros**. C'est précisément le montant des crédits restitués par les rectorats au ministère depuis

trois ans, et donc retirés des budgets, et qui auraient été bien utiles à la rénovation des 60 000 établissements scolaires du pays !

Nous vous remercions pour votre écoute.